

Un Européen sur deux a voté dimanche, la France championne de l'extrême droite

ÉCRIT PAR MARINA BOISDUR AVEC AFP

12 juin 2024



La participation aux élections européennes affiche une légère hausse en France avec 51,49 % d'électeurs qui ont voté les 8 et 9 juin contre 50,12 % en 2019. Parmi les 24 753 773 suffrages exprimés, 7 965 736 se sont portés sur la liste conduite par Jordan Bardella et 1 353 127 sur la liste conduite par Marion Maréchal Le Pen. Les deux formations remportent respectivement 30 et 5 sièges.

La France championne de l'extrême droite

Avec 35 parlementaires estampillés extrême droite, soit un peu moins de

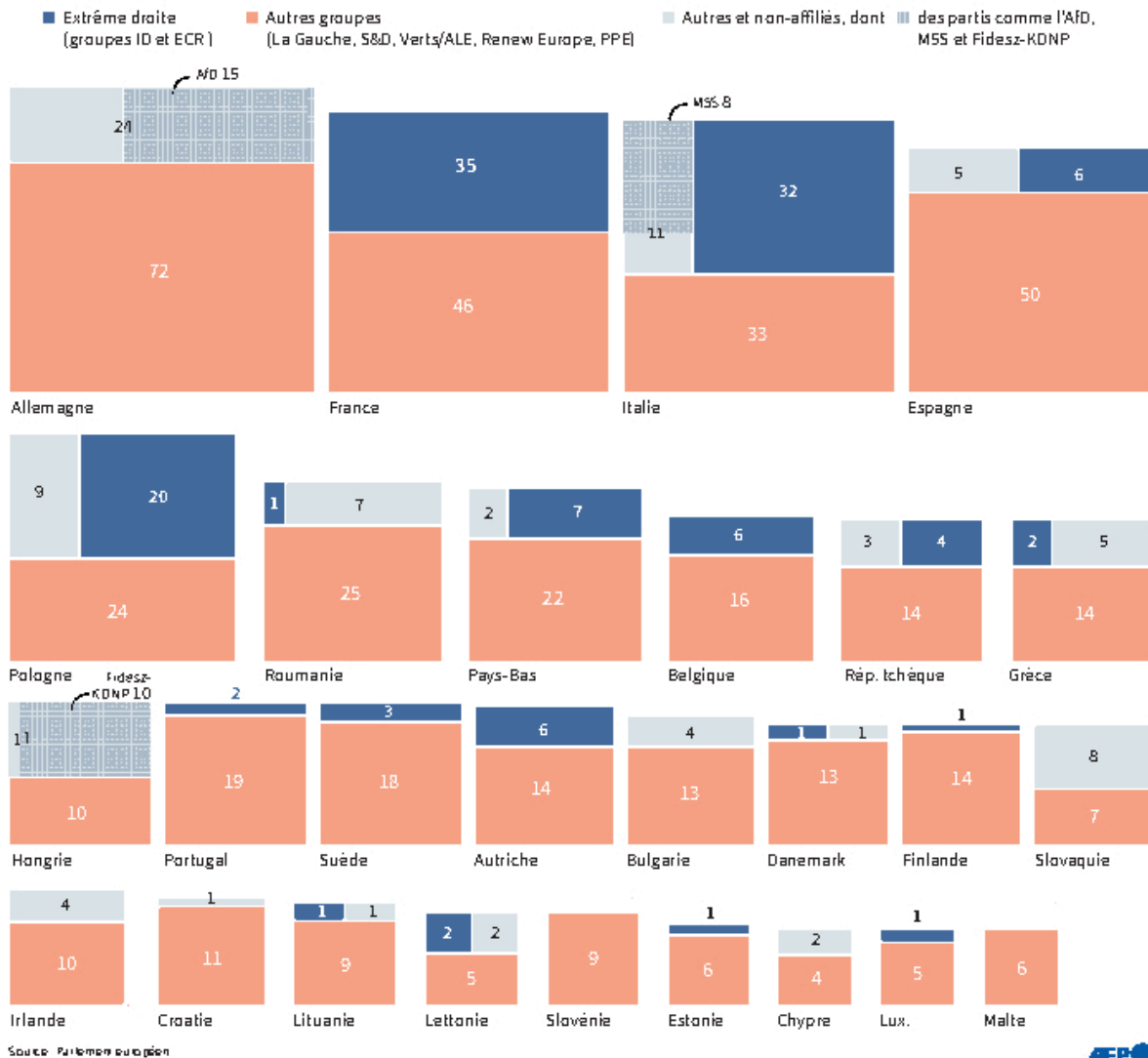
la moitié des 81 sièges qui lui sont dévolus, la France est le pays qui envoie le plus de députés identitaires nationalistes au Parlement européen.

L'hégémonie de l'extrême droite française lors de ces élections européennes n'est toutefois pas représentative du poids de cette mouvance politique à l'échelle du Parlement strasbourgeois. Bien qu'en hausse, le groupe des Conservateurs et réformistes (73 députés, + 4 sièges) et Identité et démocratie (58 députés, + 9 sièges) se place en 3^e position de l'échiquier politique européen.

Les partis qui se distinguent par la promotion de la préférence nationale et la ségrégation des étrangers sont crédités de 131 sièges, soit 18 % du Parlement européen. Les plus ultras de la mouvance, tels que l'AfD allemand et le M5S italien (mouvement 5 étoiles) sont décomptés à part.

L'extrême droite aux élections européennes

Nombre de députés au Parlement européen envoyés par les 27 pays, résultats provisoires ou estimations au 12 juin, 09h



Graphique montrant le nombre de députés européens envoyés par les 27 pays de l'UE à l'issue des élections de juin 2024, avec le détail par groupes politiques, notamment d'extrême droite, selon des résultats provisoires ou estimations au 12 juin 9 heures / AFP / Laurence Saubadu

La droite européenne conserve son leadership

Au mercredi 12 juin, le décompte des votes est terminé dans 15 pays sur les 27 que compte l'Union européenne.

Selon les estimations établies, le groupe du Parti populaire européen (PPE, démocrates-chrétiens) auxquels sont rattachés Les Républicains et le Modem, arrive en tête avec 189 parlementaires, et une progression de 13

sièges. Avec les 1 794 171 voix réunies sur la liste conduite par François-Xavier Bellamy, la France envoie 6 députés dans ce groupe.

En seconde position du scrutin européen arrive l'Alliance des socialistes et démocrates où siègent le Parti socialiste et Place publique. Le groupe perd 4 sièges et compte 135 parlementaires. Avec les 3 424 216 voix réunis sur la liste conduite par Raphaël Glucksmann, la France envoie 13 députés dans ce groupe.

Les centristes de Renew Europe où siège le parti présidentiel Renaissance affichent la plus forte baisse, avec 23 sièges perdus, et seulement 79 députés européens élus. Les 3 614 646 bulletins réunis sur la liste conduite par Valérie Hayer permettent à la France d'élire 13 députés dans ces rangs. Les centristes sont la 4^e force politique européenne.

Les centristes sont suivis par le Groupe des Verts/Alliance libre européenne qui perd 18 sièges et regroupe 53 députés. Avec 1 361 883 bulletins exprimés pour la liste conduite par Marie Toussaint, la France envoie 5 députés dans ce groupe.

Dernier du classement des groupes à étiquette, The left (i.e la Gauche) où siègent La France insoumise et le Parti communiste, se maintient avec 1 siège perdu et 36 parlementaires. En France, c'est la liste menée par Manon Aubry et ses 2 448 703 votes qui permettent à la France d'élire 9 députés. Fabien Roussel, faible de 584 067 voix, ne passe pas la barre des 5 % de suffrages exprimés et n'envoie pas d'élus au Parlement européen.

Les Belges et les Luxembourgeois champions de la démocratie

Environ un électeur européen sur deux a voté lors du scrutin de dimanche

9 juin, une participation stable par rapport à 2019, mais qui a fortement varié d'un État membre à l'autre, selon les données provisoires diffusées mardi 11 juin par le Parlement européen.

La participation aux élections européennes dans l'ensemble des 27 États membres s'est élevée à 51,01 % des inscrits, soit le même ordre de grandeur qu'en 2019 (50,66 %).

Elle est en revanche plus élevée que lors des scrutins de 1999, 2004, 2009 et 2014, quand elle oscillait entre 40 % et 50 %, mais très inférieure aux 61,99 % de la première élection européenne au suffrage universel direct de 1979.

Comme à chaque élection européenne, les Belges et les Luxembourgeois sont les champions de la participation, à respectivement 89,8 % et 82,3 %. Le vote est obligatoire dans ces deux pays, mais cela ne suffit pas à expliquer un tel civisme. En effet, avec des taux de participation de 41,4 % et de 33,8 %, les Grecs et les Bulgares se déplacent moins aux urnes malgré l'obligation de voter.

Malte (73 %), l'Allemagne (64,8 %) et la Hongrie (59,3 %) ont aussi enregistré une participation élevée.

Alors que les Hongrois avaient boudé par le passé les urnes pour les scrutins européens, le pays affiche d'ailleurs la plus grosse progression de l'UE par rapport à 2019 (+15,9 points), devant Chypre (+13,9 pts, à 58,9 %) et la Slovénie (+12,6 pts, à 41,4 %).

À Chypre, ce regain de participation est en partie attribué par les observateurs au "facteur Fidias", du nom d'un influent youtubeur aux 2,6 millions d'abonnés, Fidias Panayiotou (24 ans), qui était candidat et a été élu au Parlement européen.

La Slovaquie, dont la campagne a été marquée par la tentative d'assassinat du Premier ministre Robert Fico le 15 mai, a également connu un fort regain de participation (+11,6 pts, à 34,4 %), un record pour les Slovaques, qui étaient, élection après élection, le peuple qui s'abstenait le plus dans l'UE.

Cette année, ce sont les Croates qui détiennent le record d'abstention (78,7 %), devant les Litvaniens (71,6 %), pays où l'abstention a d'ailleurs le plus augmenté (+25,1 pts).

Parmi les pays les plus peuplés de l'Union, l'Italie (+6,2 pts) a également connu une hausse de l'abstention. Historiquement, l'abstention était très faible en Italie, où le vote était obligatoire jusqu'en 1993. Mais depuis cette date, la participation a reflué presque à chaque élection.

Les chiffres de la participation sont définitifs dans douze pays, mais encore provisoires dans quinze autres. L'Irlande est le dernier pays à avoir fourni des chiffres ce mardi.